



## Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 7, n°1 | Avril 2016

Analyse institutionnelle des paiements pour services environnementaux

---

# Le Grand Paris, ville durable ? Limites pour la biodiversité urbaine dans un projet de métropolisation emblématique

*The Greater Paris, a sustainable city? Limits for urban biodiversity in emblematic metropolis plan*

Pauline Fabre, Anne-Caroline Prévot et Luc Semal

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11131>

DOI : 10.4000/developpementdurable.11131

ISSN : 1772-9971

### Éditeur

Association DD&T

### Référence électronique

Pauline Fabre, Anne-Caroline Prévot et Luc Semal, « Le Grand Paris, ville durable ? Limites pour la biodiversité urbaine dans un projet de métropolisation emblématique », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 7, n°1 | Avril 2016, mis en ligne le 11 avril 2016, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11131> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.11131

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



*Développement Durable et Territoires* est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

---

# Le Grand Paris, ville durable ? Limites pour la biodiversité urbaine dans un projet de métropolisation emblématique

*The Greater Paris, a sustainable city? Limits for urban biodiversity in emblematic metropolis plan*

**Pauline Fabre, Anne-Caroline Prévot et Luc Semal**

---

*Nous remercions toutes les personnes qui ont accepté de répondre à nos demandes d'interview. Pauline Fabre était financée par le projet Dens'Cité, programme Convergences de la ComUE Sorbonne-Universités.*

- 1 Depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle, la notion de « ville durable » est devenue un élément majeur du référentiel des politiques publiques en matière d'aménagement et d'urbanisme (Emelianoff, 2007). Dans la continuité du Sommet de la Terre de Rio (1992) et de la création des Agendas 21 locaux, le Programme des Nations Unies pour les villes durables (*Sustainable Cities Programme*<sup>1</sup>) propose un plan d'action qui repose en particulier sur la prise en compte massive des questions environnementales dans la planification et la gestion urbaine : *"Mainstreaming environmental concerns in urban planning and management"*. Après l'Europe, la France a mis en place un plan « Ville durable », qui décline les enjeux de la durabilité urbaine en quatre grandes actions : concevoir la ville à l'échelle des quartiers, des transports collectifs, tout en préservant la biodiversité urbaine<sup>2</sup>. Toutes ces actions doivent s'articuler dans une vision dynamique et au-delà du périmètre de la ville, de façon à ce que le développement urbain ne soit pas trop préjudiciable aux environnements alentour (par exemple Pickett *et al.*, 2001).
- 2 Un des critères définissant la ville durable est bien sa densification, en tant que moyen de lutte contre l'étalement urbain (Neuman, 2005). Encouragée en France après-guerre, puis rejetée à la fin des années 1960 par la politique de dédensification préconisant la qualité de vie et le retour à la nature (développement du logement individuel et des zones « péri-

urbaines »), la densification est ensuite revalorisée dans les années 1990 comme politique de développement urbain et comme outil d'aménagement durable (Darley and Touati, 2011). En effet, celle-ci est valorisée comme un moyen de réduire l'usage automobile, de diminuer la consommation d'énergie (Newman and Kenworthy, 2006) et de réduire la consommation des espaces naturels et agricoles (Neuman, 2005 ; Grenelle 2). La densification devient peu à peu argument d'autorité, dans le cadre par exemple de la loi ALUR (2014).

- 3 Parmi les critères environnementaux de durabilité, les politiques urbaines accordent une place majeure aux questions climatiques et énergétiques : ainsi, depuis une loi de 2010, les Plans climat-énergie territoriaux (PCET) sont obligatoires en France pour toute collectivité de plus de 50 000 habitants<sup>3</sup>. Pourtant, un autre critère de durabilité repose sur la place de la nature, ou biodiversité<sup>4</sup> en ville. Restaurer et maintenir la nature en ville contribuent à remplir plusieurs objectifs de durabilité (Dearborn and Kark, 2010) : participer à la protection de la biodiversité à l'échelle globale en créant des corridors écologiques pour contribuer à la circulation des espèces ; apporter des services écosystémiques aux citoyens, notamment en termes de santé (Naess, 2014 ; Balez and Reunkrilerk, 2013), de bien-être (Korpela *et al.*, 2014) et de qualité du cadre de vie (Maller, 2005). Elle offre également aux citoyens des occasions de recréer du lien avec la nature ou de se reconnecter avec elle (Prévot-Julliard *et al.*, 2011.a). Dans ce cadre, la création et le renforcement des espaces verts dans les politiques d'urbanisation favorisent le fonctionnement du socio-écosystème urbain et son maintien. La non prise en compte de la nature dans les politiques urbaines soulève trois types de risques : (i) un risque de fragilisation des services écosystémiques fournis par la nature en ville, par exemple à l'égard des eaux de pluie ; (ii) un risque d'accroissement des inégalités environnementales au sein des populations, la raréfaction de la nature de proximité étant surtout un problème pour les habitants les moins aisés et les moins mobiles (Laigle et Tual, 2007) ; (iii) un risque de déconnexion croissante des urbains à l'égard de la nature, lié à la raréfaction des occasions quotidiennes d'entrer en contact avec elle dans leur vie quotidienne (Miller, 2005).
- 4 De nombreux auteurs expliquent qu'une ville durable doit être pensée à l'interface entre des considérations écologiques, sociales, économiques et politiques (e.g. Pincetl, 2012). Pourtant, l'un des principaux obstacles à la mise en œuvre de la ville durable reste la persistance du cloisonnement des enjeux et des acteurs locaux (Emelianoff, 2011). Dès lors, la question se pose de la capacité effective d'un tel référentiel à produire des solutions politiques qui soient effectivement à la hauteur de la crise écologique globale (Lejeune et Villalba, 2012, 2015).
- 5 Par notre étude, nous proposons une contribution aux réflexions en cours sur les contradictions et les limites de la ville durable, à partir d'une étude de cas emblématique : le projet du Grand Paris. Plusieurs auteurs se sont intéressés à cet ambitieux projet, en analysant principalement les processus de participation et les jeux d'acteurs qui ont accompagné son émergence (Gilli, 2014). En revanche, la politique environnementale du Grand Paris reste peu étudiée, et la question du maintien d'espaces de nature ne semble pas encore avoir été soulevée. Plusieurs associations environnementalistes franciliennes ont pourtant fait part à la presse spécialisée de leurs inquiétudes à ce sujet (*Actu-environnement*, 8 juillet 2009).
- 6 Ici, nous proposons donc d'interroger la complexité de la notion de « ville durable » en étudiant la mise en œuvre de deux critères de durabilité reconnus comme contradictoires

et incompatibles : la densification et la préservation de la nature en ville. Après avoir exposé les critères de durabilité relatifs au projet du Grand Paris et soulevé les interrogations qu'ils suscitent, nous mettons en évidence le peu de place accordée à la nature dans les premières grandes orientations du projet, avant d'y apporter quelques éléments d'explications. Nous avons réalisé cette étude en combinant différentes approches : études de textes réglementaires et contractuels, cartographie et enquêtes auprès d'acteurs impliqués dans l'élaboration du projet politique du Grand Paris.

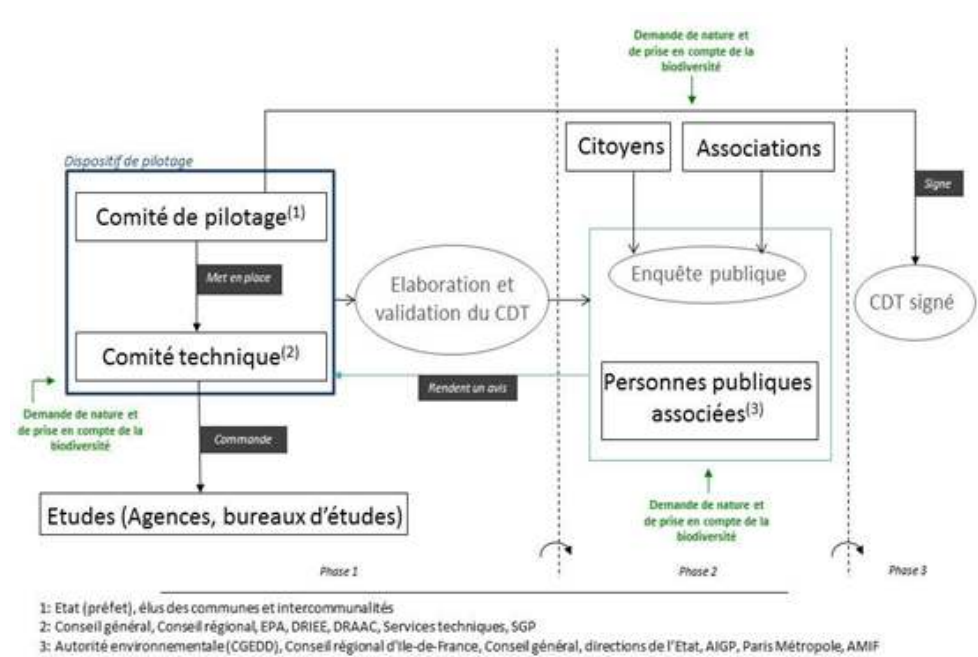
## 1. Le projet politique du Grand Paris : la densification est privilégiée mais la nature est prise en compte

- 7 Avec l'ambition affichée d'initier un projet d'aménagement qui puisse faire de Paris la rivale des principales métropoles mondiales que sont Londres, New York, Tokyo et Shanghai, le Président de la République Nicolas Sarkozy a lancé début 2008 une consultation internationale d'architecture pour mobiliser sur un projet de Région Capitale les compétences professionnelles d'une dizaine d'agences d'architecture et d'urbanisme. Les réflexions menées ont conduit à des orientations de développement de la métropole portées par l'État – ce dernier étant représenté par Christian Blanc, à l'époque Secrétaire d'État en charge du Développement de la Région Capitale. Ce projet revendique alors une vision moderne du développement économique qui s'appuie sur les réseaux et sur les territoires comme nouveaux facteurs de compétitivité (CES ANRU, 2013).
- 8 Finalement promulguée le 3 juin 2010, la loi relative au Grand Paris porte la vision du projet de développement durable et d'aménagement de la métropole francilienne. Ce projet se déploie selon deux axes principaux : (i) un réseau de transport, le *Grand Paris Express*, dont la maîtrise d'ouvrage est portée mutuellement par la Société du Grand Paris (SGP) et le Syndicat des Transports d'Île-de-France (STIF), avec 205 kilomètres de réseau ferroviaire supplémentaires prévus d'ici 2030 ; (ii) un objectif de construction de 70 000 logements neufs par an, dont une partie est contractualisée dans les Contrats de Développement Territorial (CDT), signés entre le préfet de région (État) et les élus des collectivités locales associées au projet. Le CDT concrétise un engagement politique entre l'État et les collectivités locales. Il se révèle un outil pour la territorialisation de l'offre en logement (TOL) conçu et administré selon une logique de gouvernement par contrat (Gaudin, 2007), mais n'a pas de valeur réglementaire. Les objectifs de logements décrits ne font pas juridiquement l'objet de sanction dans le cas où certains d'entre eux ne seraient pas atteints.
- 9 Au 1<sup>er</sup> Juillet 2014, 8 CDT étaient signés, sur les 21 prévus. Les CDT sont tous organisés selon une même trame : la stratégie et les objectifs sont décrits dans les deux premières parties, puis les actions sont détaillées dans la partie 3 (sous forme de fiches-actions) et enfin des procédés de suivi et d'évaluation sont proposés en partie 4.



biodiversité : « Le contrat de développement territorial comporte des engagements permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable et notamment [...] la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes et des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature » (article 21 de la loi n° 2010-597). Le processus d'élaboration des CDT est très cadré et comprend plusieurs étapes détaillées sur la figure 2.

Figure 2. Organisation du système d'acteurs impliqués dans le processus d'élaboration des CDT



- 11 Trois occasions existent pour intégrer les enjeux de nature et de biodiversité dans les CDT : une première par les membres du comité technique (notamment par les services en charge des espaces verts et de la nature en ville), une deuxième par les citoyens et associations lors de l'enquête publique, et une troisième par les personnes publiques associées également au moment de l'enquête publique.

## 2. Le peu de place accordée à la nature en ville dans les documents de planification du projet politique du Grand Paris

- 12 Le Grand Paris n'existant encore qu'à l'état de projet, nous avons étudié la place de la nature en nous appuyant sur l'analyse des huit contrats de développement territorial signés en mars 2014. Cette étude laisse apparaître le peu d'intérêt accordé à la nature en ville dans les premières phases de cette opération : les aménagements planifiés épargnent les zones naturelles (souvent protégées réglementairement) mais impactent souvent des zones de friches ou d'espaces verts susceptibles d'abriter de la nature urbaine. La place accordée aux enjeux de nature et de biodiversité dans la rédaction des CDT est variable



mais reste toujours très inférieure à celle accordée aux transports et autres enjeux économiques.

## 2.1. Méthodologies

- 13 Nous avons étudié la place de la nature dans le projet politique du Grand Paris en utilisant deux méthodes complémentaires, une étude cartographique des projets d'aménagement dans les territoires concernés, et une étude lexicale des huit CDT signés avant mars 2014 (Tableau 1).
- 14 - *Approche cartographique* : nous nous sommes intéressés aux opérations d'aménagements prévues dans le projet à une échelle locale et à visée prochainement opérationnelle : celle des zones d'aménagements concertées (ZAC). Parmi les huit CDT étudiés, seuls trois contiennent des projets de ZAC (Tableau 1), et concernent principalement des territoires situés en Seine-Saint-Denis (25 des 26 ZAC recensées). Nous avons donc focalisé notre étude sur le département de la Seine-Saint-Denis. Pour les 25 ZAC concernées, nous avons caractérisé la surface concernée et le type de paysage impacté. Pour cela, nous avons groupé les 81 classes du Mode d'Occupation des Sols (MOS) 2008 en trois catégories : espaces naturels (bois, forêts, espaces ruraux vacants, eau), espaces de nature et cultivés (espaces urbains ouverts, cultures extensives et intensives), espaces bâtis et lieux d'activités (tous types d'habitats, équipements, structures d'activités, transports et chantiers). Nous avons ensuite comparé la surface de chacune de ces catégories sur le territoire de la Seine-Saint-Denis et sur le territoire prévu des futures ZAC.
- 15 - *Analyse lexicale* : Dans les textes des huit CDT étudiés, nous avons cherché à évaluer les importances relatives des piliers du développement durable, que sont le social, l'économie et l'environnement. Pour quantifier l'importance de chacun de ces enjeux, nous avons compté le nombre d'occurrences de huit mots par pilier, mots que nous avons préalablement et de façon indépendante identifiés comme entrant dans plusieurs définitions du développement durable (Tableau 2). Nous avons ensuite comparé le nombre d'occurrences des mots de chaque enjeu dans les textes des CDT sous le postulat que le nombre d'occurrences des mots reflète l'importance de prise en compte de l'enjeu.

**Tableau 2. Nombre d'occurrences des mots correspondant aux trois piliers du développement durable dans les huit CDT étudiés**

DD	mots	Art-Cult	Est Ens	Roissy	Boucles Nord Seine	GPSO	Sciences Sante	Gdes Ardoines	Senart
Social	social	156	208	17	49	36	81	61	62
	santé	48	53	1	8	3	152	5	13
	éducation	29	13	2	12	4	3	6	1
	solidarité	9	12	0	1	0	1	3	1
	exclusion	1	0	0	0	0	0	0	0
	culture	341	138	27	43	148	10	101	11
	habitat	84	173	31	116	30	67	51	16
	inégalité	8	6	1	2	0	1	1	0
économie	économie	214	297	262	189	73	169	267	140
	équitable	2	3	0	1	0	2	1	2
	richesse	15	12	3	4	11	0	0	2
	consommation	4	17	9	22	23	8	12	23
	commerce	38	78	23	35	44	14	31	27
	innovation	53	67	45	31	49	31	24	40
	éthique	0	2	0	0	1	1	0	0
	responsable	1	2	2	1	1	3	5	1
environnement	environnement	71	88	89	87	54	54	105	55
	biodiversité	6	27	11	9	20	9	11	14
	nature	32	43	28	11	33	19	43	24
	énergie	30	69	15	25	46	27	43	45
	transport	209	281	186	125	70	90	161	134
	déchet	18	49	10	7	2	17	27	10
	eau	8	9	12	5	8	4	27	13
	climat	14	17	3	9	14	8	19	12

- 16 Nous avons d'abord comparé l'importance relative du pilier environnement en fonction des CDT. Ensuite, nous avons étudié l'importance de l'enjeu « nature-biodiversité » à l'intérieur du pilier environnement, par rapport notamment à l'enjeu « transport ».

## 2.2. Résultats

- 17 - *Emplacements des ZAC* : Les ZAC prévues en Seine-Saint-Denis concernent principalement des espaces bâtis et des espaces de nature et cultivés. Les ZAC empiètent relativement peu sur les espaces naturels (Tableau 3). L'aménagement des projets de ZAC tend donc à limiter les constructions sur les espaces naturels « remarquables » (pour la plupart statutairement protégés). La préoccupation pour le maintien d'une biodiversité urbaine s'exprime ici *a minima*, puisque les projets se contentent d'une approche conventionnelle, en épargnant un peu les espaces naturels faisant l'objet d'une protection (Natura 2000, arrêté de protection de biotope), dans une approche que les écologues pourraient qualifier d'écologie de mise en réserve (Prévot-Julliard et al., 2011b). En revanche, les espaces verts actuels qui ne font pas l'objet d'une protection réglementaire ne sont pas épargnés par les ZAC, ce qui pourrait logiquement impacter le cadre de vie urbain et la biodiversité urbaine.



Tableau 3. Surfaces relatives par classe de MOS du territoire de la Seine-Saint-Denis (SSD) et des futures ZAC prévues dans ce territoire

	Espaces naturels	Espaces de nature et cultivés	Espaces bâtis et d'activités
Surface totale en SSD (ha)	1 995 (9%)	4 031 (17%)	17 435 (74%)
Surface des ZAC prévues en SSD (ha)	10 (2%)	80 (18%)	358 (80%)
% du territoire prévu en ZAC	0,5	2	2

Entre parenthèses sont indiquées les proportions de chaque classe de MOS (le total fait 100 % par ligne)

- 18 - *Analyse lexicale* : Sur la base des occurrences de mots, les parts relatives des enjeux sociaux, économiques et environnementaux sont très contrastées entre CDT ( $\chi^2=522$ , 14 ddl,  $p<10^{-16}$ ), de même que l'importance des enjeux environnementaux par rapport aux enjeux sociaux et économiques ( $\chi^2=145$ , 7 ddl,  $p<10^{-16}$ ). À l'intérieur de questions d'environnement, si les CDT diffèrent de nouveau dans les importances relatives qu'ils donnent aux huit thèmes identifiés ( $\chi^2=215$ , 49 ddl,  $p<10^{-16}$ ), ils accordent tous une grande importance au transport (entre 37 et 54 % des occurrences de mots de l'enjeu environnement). Le nombre d'occurrences des termes « nature » et « biodiversité » varie entre 7 et 12 % des termes liés à l'environnement, à l'exception du CDT Grand Paris Seine Ouest pour qui ces mots représentent 21 % des mots relatifs à l'enjeu environnemental.
- 19 À l'intérieur des textes des CDT, les termes relatifs à l'enjeu « nature et biodiversité » sont inégalement répartis dans les quatre parties, relativement au terme « transport » et aux 5 autres termes du pilier environnement ( $\chi^2=40$ , 6 ddl,  $p<10^{-5}$ ) : ils sont relativement plus présents dans les grandes orientations et les objectifs (15 % des termes) que dans les fiches-actions (10 % des termes). C'est l'inverse pour le terme « transport » (40 % des termes dans stratégies, 47 % des termes dans les objectifs et le actions). Le nombre relatif de fiches-actions qui prennent en compte cet enjeu est variable entre les CDT ( $\chi^2=15,2$ , 7 ddl,  $p=0.03$ ) ; il représente entre 10 et 32 % du nombre de fiches et augmente avec le nombre total de fiches-action proposées.

## 2.3. Discussion

- 20 Nos résultats confirment que les objectifs de nature se sont seulement ajoutés, progressivement et a posteriori, aux deux axes initialement structurants du projet Grand Paris (transport et densification). En effet, l'ambition de durabilité affichée par le projet en 2010 concorde avec la période de mise en place des lois Grenelle 2. Ainsi, les objectifs de densification sont reformulés en une volonté de lutter contre l'étalement urbain. Mais la nature et la biodiversité restent une question *secondaire*, reléguée à l'arrière-plan du fait de la priorité donnée à l'objectif premier qu'est l'accroissement de l'offre de transport et de logement. Les préoccupations quant à la place de la nature dans le futur Grand Paris ne font pas l'objet d'un effort réflexif particulier, et semblent au contraire se limiter aux seules obligations réglementaires usuelles en matière d'évaluation environnementale.
- 21 La conception de la ville durable qui sous-tend le projet du Grand Paris, telle qu'elle est donnée à voir par les textes, est donc celle d'une ville mettant l'accent sur l'utilisation des

transports en commun, mais pas sur l'importance de la nature en ville. Or, pour permettre la sauvegarde et le développement des espaces habités de manière durable, il faudrait intégrer de manière systématique la nature en amont des travaux d'aménagement et projet de développement urbain (Vaquin, 2012). La phase de mise en œuvre des projets constituera donc une phase importante pour remédier à ces premières orientations annoncées dans les textes.

### 3. La perception du Grand Paris par les acteurs

- 22 Pour tenter de comprendre les raisons de la faible place laissée à la nature dans les textes du Grand Paris, nous avons cherché à analyser les représentations que les grands acteurs de la mise en œuvre du Grand Paris (Figure 3) ont de la biodiversité urbaine, sur la base d'entretiens semi-directifs. Ce travail d'analyse qualitative confirme que le souci de la nature urbaine n'a que tardivement et marginalement été intégré au projet de métropolisation, d'abord orienté vers la densification.

#### 3.1. Méthodologie

- 23 Nous avons contacté 24 structures parmi les acteurs impliqués dans le processus d'élaboration des CDT (puis d'autres par effet boule-de-neige), et mené des entretiens semi-directifs avec 13 personnes issues de 9 de ces structures (Préfecture de Paris, Société du Grand Paris, Conseil Général de la Seine-Saint-Denis, Agglomération Plaine Commune, DRIEE, Associations environnement 92 et 93, Algoé Consultants, Natureparif). Chaque entretien a duré en moyenne une heure et suivait une grille d'entretien préétablie dans laquelle les enquêtés étaient invités à donner leur point de vue sur le contexte du projet, le déroulé de la construction des CDT, la place de la nature dans ces projets et comment ceux-ci allaient se poursuivre.

#### 3.2. Éléments d'explications sur le peu de place accordée à la nature dans le Grand Paris

- 24 Au fil des entretiens, trois principaux facteurs sont apparus qui contribuent à expliquer le faible intérêt porté aux questions de biodiversité urbaine dans le projet du Grand Paris.
- 25 Le premier facteur est historique. Le Grand Paris est perçu dans un premier temps au travers de son histoire, comme le résultat d'une bataille politique (« *le projet de la droite pour faire barrage au SDRIF* ») qui s'impose face à des collectivités gérées par la gauche. La naissance des CDT renvoie tout d'abord à la logique des clusters, portés par le secrétaire d'État de la mission région-capitale de l'époque, Christian Blanc. En 2010, « *il y avait vraiment une primauté des questions économiques, de compétitivité, de performance, d'attractivité des territoires, qui devait prévaloir dans tous les CDT* ». Pour l'État, « *les CDT doivent d'abord être des outils pour convaincre les investisseurs de venir sur le territoire à l'internationale* », comme l'affirme un acteur ayant participé au processus d'élaboration. L'objectif premier porte ainsi sur la compétitivité économique, et pas sur le caractère durable de la future agglomération.
- 26 Le second facteur a trait aux perceptions de la nature portées par les acteurs concernés. La polysémie de la notion est telle qu'elle change de sens, de profondeur et de

fonctionnalité d'un individu à l'autre : chacun possède sa propre relation à la nature. Dans le cadre de nos entretiens, la nature est principalement appréhendée au prisme de son acceptabilité. « *Pour eux, c'est faire du vert, faire des jardins, des corridors écologiques* », atteste l'un des acteurs de l'environnement à l'égard des politiques. Quand elle est prise en compte, la nature dans les CDT porte souvent une conception spéciale : celle d'être « aménagée » et pas sauvage. Certains acteurs dénoncent cette image trop aménagée d'une nature « *paillette* » ou « *symbolique* » et soulignent l'oubli de sa dimension écologique, fonctionnelle et dynamique. Cette nature aménagée est alors trop souvent opposée à la nature dite « *sauvage* » qui ne pourrait exister que dans des espaces protégés (comme les zones Natura 2000), considérés comme une entrave à la construction de logements et au développement économique : un acteur de l'environnement avance « *l'idée que la nature va toujours vers une protection d'espaces et non vers une prise en compte dans l'aménagement ou d'autres types d'activités* ». Protection de la nature et développement économique sont considérés comme contradictoires, le second étant évidemment favorisé dans ce contexte.

- 27 Le troisième facteur à prendre en compte est la sous-représentation des compétences en lien avec les questions de nature. Cela est apparu chez plusieurs interlocuteurs : « *On n'a pas été trop loin vu qu'on n'était pas énormément à pouvoir intervenir* », évoque l'un des acteurs, qui avoue avoir été « *plus en retrait et en garant* ». La prépondérance accordée à l'aménagement a engendré de fait un manque de portage concernant les attentes des citoyens en termes d'espaces verts et de biodiversité. Les acteurs concernés ont révélé un portage relativement difficile au moment de l'élaboration des CDT, les questions ne portant pas sur « *le fond* » du projet. Le manque de portage peut aussi s'expliquer par la faible maîtrise du processus d'élaboration des CDT, qui sont un nouveau cadre de planification territoriale : « *c'était aussi symptomatique du fait qu'on n'était pas forcément soit très à l'aise, soit complètement porteur de ces sujets-là* ». Ce déséquilibre dans les rapports entre acteurs a donc participé dans une certaine mesure à la relégation des enjeux de biodiversité urbaine.
- 28 Cette sous-représentation est enfin accentuée par certaines insuffisances notables dans les processus de concertation. En effet, l'élaboration des CDT n'a pas fait l'objet de nombreux débats dans certains des départements les plus denses (Seine-Saint-Denis), mais elle a en revanche suscité de nombreux rendez-vous thématiques sur des territoires depuis longtemps convoités à des fins d'urbanisation (plateau de Saclay-triangle de Gonesse). Entrés trop tard dans le jeu, les acteurs de l'agriculture et de l'environnement peinent désormais à se faire entendre, puisque la majorité des territoires de CDT ont déjà élaboré leurs projets. L'objet CDT lui-même a été vu par certains acteurs comme un facteur de cet échec : « *c'est un truc énorme à s'approprier* », qui plus est « *sur des sujets finalement assez consensuels* ». Cela dit, même signés, les CDT feront l'objet de révisions et peuvent donc être modifiés pour ajouter ou compléter des projets prévus ou en cours. Bien que les problématiques environnementales ne soient globalement « *pas le cœur du sujet* », le CDT n'en reste pas moins un objet vivant laissant place à des perspectives d'améliorations futures : « *Le CDT n'est pas la fin et ne fixe pas l'intégralité du processus du projet. [...] Après, chacune des actions vit sa vie, se développe, se met en place et nécessite un dispositif de travail particulier.* »

## Conclusion

- 29 Malgré les ambitions de la loi programme du Grand Paris, les modalités d'élaboration des CDT dans le cadre du projet Grand Paris mettent en lumière un processus de relégation des questions de biodiversité et de nature en ville, selon un scénario que l'on pourrait qualifier de « *business as usual* », car sans grande ambition novatrice en ce domaine. Pourtant, avec la densification attendue, ce processus est porteur de risques pour les socio-écosystèmes urbains, pour le bien-vivre des Parisiens, voire pour la cohésion sociale de cette mégapole. En effet, moins de nature en ville peut entraîner une diminution des services apportés aux citoyens : réduction des îlots de chaleur (Cameron *et al.*, 2014), rétention des eaux de pluie (Oberndorfer *et al.*, 2007), santé des urbains (Mitchell et Popham, 2008), etc. Elle peut aussi entraîner un accroissement des inégalités environnementales dans les départements très denses où les espaces verts sont déjà restreints et peu accessibles (voir par exemple Byrne, 2012, aux États-Unis ; Skandrani et Prévot, 2015, en Europe). Enfin, elle peut aussi entraîner une déconnexion croissante des relations entre les humains et la nature à l'heure où les liens entre ces deux entités sont à recréer (Prévot-Julliard *et al.*, 2011a). Ce processus d'aménagement inabouti nous invite donc déjà à interroger les modalités de conciliation entre deux critères de durabilité urbaine qui, sans être nécessairement inconciliables, semblent pour l'instant concurrents : la densification d'une part, et le maintien de la biodiversité urbaine d'autre part.
- 30 La difficulté du travail réside dans le fait que le projet du Grand Paris n'est pas encore totalement concrétisé. À ce stade, nous n'avons pu nous pencher que sur les documents existants à ce jour. Cependant, l'analyse quantitative de ces textes a ensuite été complétée par une série d'entretiens semi-directifs avec les acteurs du projet Grand Paris, ce qui nous a permis de conforter nos résultats et d'apporter plusieurs éléments d'explications sur les raisons de la faible place accordée à la nature dans le projet à ce jour. Cette étude ne permet pas de préjuger des conséquences du Grand Paris qui reste à réaliser, mais l'analyse des tendances actuelles autorise néanmoins à anticiper le risque de voir la place de la nature en ville encore réduite à Paris dans les décennies à venir, en l'absence d'une prise en compte plus volontariste de cette question.

---

## BIBLIOGRAPHIE

Actu-environnement, 2009, « Le "Grand Paris" sera-t-il écologique ? », 8 juillet 2009, [http://www.actu-environnement.com/ae/news/grand\\_paris\\_ecologique\\_7295.php4](http://www.actu-environnement.com/ae/news/grand_paris_ecologique_7295.php4) (consulté le 23 avril 2015).

Balez A., Reunkrilerk J., 2013, « Écosystèmes et territoires urbains : impossible conciliation ? », *Développement durable et territoire. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, vol. 4, n° 2, doi :10.4000/developpementdurable.9853

- Byrne J., 2012, "When green is white: the cultural politics of race, nature, and social exclusion in a Los Angeles urban national park", *Geoforum*, vol. 43, p. 595-611.
- Cameron R.W.F., Taylor J.E., Emmett M.R., 2014, "What's 'cool' in the world of green façades? How plant choice influences the cooling properties of green walls", *Building and Environment* vol. 73, p. 198-207.
- Comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU (CES-ANRU), Cardinal L., Ledoux N., Watson, L., 2013, « La rénovation au cœur du Grand Paris », Paris, La Documentation française.
- Darley A., Touati A., 2011, « Processus et politiques de densification de l'habitat en Île-de-France », *Note rapide de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme Île-de-France*, n° 567, p. 4.
- Dearborn D.C., Kark S., 2010, "Motivations for Conserving Urban Biodiversity", *Conservation Biology*, vol. 24, n° 2, p. 432-40.
- Emelianoff C., 2007, « La ville durable : l'hypothèse d'un tournant urbanistique en Europe », *L'Information géographique* 3/2007, vol. 71, p. 48-65.
- Emelianoff C., 2011, « Chapitre 9. La ville durable en quête de transversalité », *La ville durable, du politique au scientifique*, Versailles, Éditions Quæ, p. 129-142.
- Gaudin J.-P., 2007, *Gouverner par contrat*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Gilli F., 2014, *Grand Paris : L'émergence d'une métropole*, Presses de Sciences Po, Nouveaux Débats.
- Korpela K., Borodulin K., Neuvonen M., Paronen O., Tyrväinen L., 2014, "Analyzing the mediators between nature-based outdoor recreation and emotional well-being", *Journal of Environmental Psychology*, vol. 37, p. 1-7.
- Laigle L., Tual M., 2007, « Conceptions des inégalités écologiques dans cinq pays européens : quelle place dans les politiques de développement urbain durable ? » *Développement Durable et Territoires* Dossier 9 : Inégalités écologiques, inégalités sociales, mis en ligne le 2 septembre 2007. URL : <http://developpementdurable.revues.org/document4262.html>
- Lejeune C., Villalba B., 2012, « Test de charge de la durabilité urbaine : Le cas de "l'écoquartier exemplaire" de la zone de l'Union (Nord, France) », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 12 Numéro 2, septembre 2012, mis en ligne le 12 septembre 2012, consulté le 16 mars 2015, <http://vertigo.revues.org/12227>
- Lejeune C., Villalba B., 2015, « Délibérer à partir de l'environnement. Perspective écocentrée de la durabilité forte », in Mermet L. et Salles D., *Environnement et transition écologique*, Paris, De Boeck.
- Maller, C., 2005, "Healthy Nature Healthy People: 'Contact with Nature' as an Upstream Health Promotion Intervention for Populations", *Health Promotion International*, vol. 21, n° 1, p. 45-54.
- Miller J.R., 2005, "Biodiversity conservation and the extinction of experience", *Trends in Ecology & Evolution*, vol. 20, p. 430-434.
- Mitchell R., Popham F., 2008, "Effect of exposure to natural environment on health inequalities: an observational population study", *The Lancet*, vol. 372, p. 1655-1660.
- Næss P., 2014, "Urban Form, Sustainability and Health: The Case of Greater Oslo", *European Planning Studies*, vol. 22, n° 7, p. 1524-1543.
- Neuman M., 2005, "The compact city fallacy", *Journal of Planning Education and Research*, vol. 25, p. 11-26.
- Newman P., Kenworthy J., 2006, "Urban Design to Reduce Automobile Dependence", *Opolis* vol. 2, n° 1, <http://escholarship.org/uc/item/2b76f089>

Oberndorfer E., Lundholm J., Bass B., Coffman R.R., Doshi H., Dunnett N., Gaffin, S., Köhler M., Liu, K.K.Y., Rowe B., 2007, "Green roofs as urban ecosystems: ecological structures, function, and services", *BioScience* vol. 57, p. 823-833.

Pickett S.T.A., Cadenasso M.L., Grove J.M., Nilon C.H., Pouyat R.V., Zipperer W.C., Costanza R., 2001, "Urban ecological Systems: linking terrestrial ecological, physical and socioeconomic components of metropolitan areas", *Annual Review of Ecology and Systematics*, vol. 32, p. 127-157.

Pincetl S., 2012, "Nature, urban development and sustainability – What new elements are needed for a more comprehensive understanding?" *Cities*, vol. 29, p. S32-S37.

Prévot-Julliard A.C., Clavel J., Teillac-Deschamps P., Julliard R., 2011a, "The Need for Flexibility in Conservation Practices: Exotic Species as an Example", *Environmental Management* vol. 47, n° 3, p. 315-21.

Prévot-Julliard A.C., Clavel J., Teillac-Deschamps P., Julliard R., 2011b. « Biodiversité et sociétés : Les quatre R de la conservation », <http://www.sfecologie.org/regards/2011/03/22/r14-prevot-julliard-et-/>

Skandrani Z., Prévot A.C., 2015, "Beyond green-planning political orientations: contrasted public policies and their relevance to nature perceptions in two European capitals", *Environmental Science and Policy*, vol. 52, p. 140-149.

Touati A., 2010, « Histoire des discours politiques sur la densité », *Études foncières*, n° 145, p. 24-26.

Vaquin J.B., 2012, « La Ville Dans La Nature », in Fleury C., Prévot-Julliard A.C., *L'exigence de La Réconciliation, Biodiversité et Société*, Paris, Fayard-MNHN, p. 159-166.

## NOTES

1. <http://mirror.unhabitat.org/content.asp?cid=5025&catid=540&typeid=19&subMenuId=0>, consulté le 29 octobre 2015.
2. <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Ville-durable,965-.html>, consulté le 29 octobre 2015.
3. Quelques collectivités françaises ont adopté récemment des « Plans biodiversité », qui par leur nom font écho au principe des PCET : le Conseil de Paris a ainsi adopté son Plan biodiversité en novembre 2011. Mais cette démarche n'est pas obligatoire et n'a ni le même degré de formalisation, ni le même degré d'institutionnalisation que les PCET.
4. Nous caractérisons ici la biodiversité comme l'ensemble des organismes et milieux de vie en interactions les uns avec les autres. Le terme « biodiversité » dans les systèmes urbains est aujourd'hui souvent remplacé par l'expression de « nature en ville », qui renvoie cependant à un concept plus général et moins scientifique que celui reflété par le terme « biodiversité ».

## RÉSUMÉS

Lancé en 2007, le projet du Grand Paris présente la capitale comme la ville durable de demain. Cet article s'appuie sur une étude des textes relatifs à ce projet d'une part, et sur l'analyse



d'entretiens réalisés avec des acteurs participant à son élaboration d'autre part, pour interroger un des critères de durabilité qui sous-tendent cette affirmation, la place de la nature dans la ville. Nos résultats montrent que si les enjeux environnementaux semblent effectivement pris en compte, ils le sont principalement sous la forme d'un impératif de densification. Les enjeux liés au maintien de la nature en ville, ou de la biodiversité urbaine, n'ont en revanche que tardivement et marginalement été intégrés aux préoccupations du Grand Paris. Le peu de place accordée à la biodiversité dans le processus de métropolisation à l'œuvre témoigne d'une certaine difficulté à maintenir la nature en ville comme un critère important de durabilité urbaine, en dépit des données produites en ce sens par les analyses des socio-écosystèmes urbains.

## INDEX

**Keywords :** Launched in 2007, the Greater Paris project presents the capital as the sustainable city of tomorrow. In order to question the criterias of sustainability that go with this statement, this article is based on a content analysis of texts linked to this project on one hand and on the analysis of interviews that were conducted with the project's key-actors on the other hand. Our results underline that despite the integration of environmen, city densification is the main objective of this sustainable plan. Concerns on the place of nature in the city, or urban biodiversity, seem to have been lately considered and marginalised in the Greater Paris planning. This narrow place for urban biodiversity in the process of metropolis making shows the difficulties to maintain nature as an important criteria for urban sustainability, despite available datas which underline its important function in urban social-ecosystems.

**Mots-clés :** Grand Paris, densification urbaine, aménagement, nature en ville, biodiversité, ville durable, contrat de développement territorial

## AUTEURS

### PAULINE FABRE

Pauline Fabre est ingénieure agronome de Montpellier SupAgro, spécialisée dans le développement territorial, UMR 7204 CESCO – Museum National d'Histoire Naturelle, [fabre.plc@gmail.com](mailto:fabre.plc@gmail.com)

### ANNE-CAROLINE PRÉVOT

Anne-Caroline Prévot est Directrice de recherches CNRS, à l'interface entre biologie et psychologie de la conservation, surtout dans les milieux urbains. Elle est aussi vice-présidente de l'association MAB-France (Unesco), UMR 7204 CESCO – Museum National d'Histoire Naturelle, [acpj@mnhn.fr](mailto:acpj@mnhn.fr)

### LUC SEMAL

Luc Semal est maître de conférences du Muséum national d'histoire naturelle en sciences politiques, chercheur associé au Ceraps (Université Lille 2), enseignant à Sciences po Lille et Sciences po Paris, UMR 7204 CESCO – Museum National d'Histoire Naturelle, [lsemal@mnhn.fr](mailto:lsemal@mnhn.fr)